

# 14e foire Internationale de Lomé C'EST PARTI POUR DEUX SEMAINES D'AFFAIRES **P.6**



Coupure du ruban symbolique par le PM

N°553 du 30 Novembre 2017/Prix: 250 Fcfa

# LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

[www.lemessenger-actu.com](http://www.lemessenger-actu.com)

Récépissé N° 259/21/04/HAAC  
Maison de la presse, casier N° 61  
Directeur de Publication  
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59  
E-mail:  
tchaboremessenger@yahoo.fr  
Imprimerie: RAD-GRAPHIC

Pour tout renseignement,  
information ou conseil  
contacter le centre d'appel  
au N° VERT

**8201**

\* Disponible tous les jours et heures ouvrables

OTR FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

## 5e sommet Union Européenne-Union Africaine



Faure Gnassingbé (à gauche) à son arrivée hier à Abidjan

## FAURE GNASSINGBÉ AUX CÔTÉS DE SES PAIRS POUR PARLER JEUNESSE ET EMPLOI DES JEUNES

OUATTARA APPELLE LES  
PRESIDENTS AFRICAINS À  
PRENDRE DES ENGAGEMENTS  
FORTS ET INNOVANTS EN  
FAVEUR DE LA JEUNESSE **P.3**

## Professeur Dodzi Kokoroko , président de l'Université de Lomé

« Il est temps que  
l'enseignement  
supérieur soit analysé  
sous un management  
de la qualité » **P.4&6**



Pr Dodzi Kokoroko

## David Ourna Gnata répond à Gilchrist

« La question de  
la candidature  
du Chef de l'État,  
relève **P.3&7**  
exclusivement  
de son parti »



David Ourna Gnata

# Appropriation du cadre conceptuel des réformes constitutionnelles, alternance, référendum... SPÉCIALISTES DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JOURNALISTES, ANIMATEURS, EN LANGUES NATIONALES EN ATELIERS D'ÉCHANGES

Les journalistes animateurs d'émissions interactives et producteurs en langues nationales des médias publics et privés étaient en atelier de formation et d'échanges à Kara et à Kpalimé, respectivement le 24 novembre 2017 et le 27 novembre 2017. L'initiative est du centre de droit public de l'Université de Lomé et fait suite aux recommandations des professionnels des médias, qui ont, au cours de l'atelier du 03 novembre dernier tenu à Lomé, demandé la consolidation de l'expérience du partage avec les producteurs et animateurs d'émissions interactives pour une meilleure compréhension des enjeux du processus de réformes constitutionnelles et institutionnelles. Il s'agit également de permettre à ces animateurs et producteurs de radios, la facilitation d'une meilleure appropriation des valeurs de la dynamique des réformes dans le cadre de la consolidation du processus démocratique au Togo.

Que ce soit à Kara ou à Kpalimé, les représentants du pouvoir central, ont dans leur intervention apprécié positivement la démarche des responsables du centre de droit public de l'Université de Lomé de jouer leur partition dans le débat qui a cours en ce moment au Togo.

« Nous sommes heureux que les hommes de médias puissent s'imprégner des enjeux et perspectives des réformes constitutionnelles qui font aujourd'hui débat dans notre pays » a laissé entendre le préfet de la Kozah, le Colonel Baoubadi Bakali, qui a reconnu le rôle important des hommes de médias, surtout ceux intervenant dans des émissions en langue nationale, en vue de l'apaisement dans le pays au vue de l'actualité de l'heure.

Le préfet Bakali a regretté certains comportements depuis le 19 août dernier, qui tendent à remettre en cause les acquis de la démocratie et de la paix sociale.

« C'est ma conviction profonde qu'il n'est dans l'intérêt d'aucun Togolais, de renouer avec les errements que nous



Photo de famille (Kara)

avons mis tant d'années et tant d'énergie à combattre. Pour autant nos choix ne doivent pas nous conduire à faire le lit de l'immobilisme. Notre quête de progrès doit nous inciter à être attentif au monde qui bouge autour de nous ; à être ouvert aux débats, aux idées nouvelles, pourvu que celles-ci soient constructives et surtout guidées par la recherche du bien commun. Il paraît à présent fondamental de dépasser les contingences immédiates pour ouvrir un vaste champ de réformes politiques en profondeur dans le but de consolider notre ancrage démocratique », a indiqué le colonel préfet.

Son collègue de Klotou, Assan Kokou Bertin, abordant dans le même sens, a appelé à l'apaisement et a exhorté les hommes de médias à contribuer pleinement à la recherche de la paix. Pour lui, toute constitution est susceptible de connaître des évolutions, mais que tout se passe dans la compréhension mutuelle, car le seul bien précieux que les togolais ont et doivent lutter pour sa préservation, c'est le Togo.

Que ce soit à Kara, ou à Kpalimé, d'autres intervenants, tels le président de l'Université de Kara, Komla Sanda, et son vice-président, M. Kpodar, ce dernier représentant le président de l'Université de Lomé à Kpalimé, ont relevé l'importance des rencontres qui visent à donner de la

matière et de la connaissance aux hommes de médias qui constitue le quatrième pouvoir, afin que ceux-ci puissent à leur tour transmettre aux populations à travers leurs émissions.

Durant les deux rencontres,

réformes, ont été présentés, par les professeurs KINI, KPODAR, Kalipé et HOUNAKE, pour les premiers thèmes et par les confrères Hounkpati Olonou et Apollinaire Mewenemessé pour le panel.



Photo de famille (Kpalimé)

plusieurs communications sur les thèmes comme, « Le colloque international de Lomé, 25 ans de constitution : capitalisation, leçons apprises et restitution », « Révision constitutionnelle, rétroactivité, référendum, cadres conceptuels, principes et enjeux dans le cadre des réformes », « pour la Vème république » et un panels sur l'état des lieux et défis des médias face aux enjeux des

Pour les spécialistes du droit constitutionnel, une loi constitutionnelle ne peut rétroagir.

Depuis, le 19 août 2017, une crise politique est née et une partie de l'opposition dans le cadre de la révision constitutionnelle, réclame, le retour « original et originel » de la constitution de 1992. Mais les professionnels du droit public dans leurs communications ont

reconnu, que certes, la constitution de 1992, contient certains éléments positifs, tels la part belle accordée aux droits et libertés fondamentaux, la limitation du mandat, la procédure de la révision constitutionnelle, mais que son retour intégral n'est pas possible, car le texte était élaboré sans véritable consensus.

« Le plébiscite de 98% des votants de la constitution de 1992 était trompeur », estime le Professeur KINI, spécialiste du droit public. D'où les pratiques très difficiles auxquels l'on a assisté depuis le vote de cette constitution. Il conclut en laissant entendre que le retour de la constitution de 1992 est une involution et non une évolution.

Les éminents professeurs ont tous conclu sur la recherche du consensus par le dialogue dans la crise qui secoue actuellement le Togo.

Des débats très riches et éducatifs ont suivi les différentes communications.

L'initiative de ses échanges avec les professionnels des médias se situe dans le cadre du suivi du colloque international sur les 25 ans de la constitution de la IVème république du Togo tenu à Lomé les 13 et 14 octobre 2017.

**El Hadj Tchaboré**

## 5e sommet Union Européenne-Union Africaine **FAURE GNASSINGBÉ AUX CÔTÉS DE SES PAIRS POUR PARLER JEUNESSE ET EMPLOI DES JEUNES** OUATTARA APPELLE LES PRÉSIDENTS AFRICAINS À PRENDRE DES ENGAGEMENTS FORTS ET INNOVANTS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

Le sommet Union Européenne-Union Africaine, le 5ème du genre s'est ouvert hier mercredi à Abidjan dans la capitale Ivoirienne. Un plus de 80 chefs d'Etats dont Faure Gnassingbé participent à cette rencontre dont le thème est « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable ».

Participent également à ce sommet, plusieurs responsables du PNUD, de l'EU etc...

Outre l'immigration et le problème de l'emploi des jeunes, la paix et la sécurité en Afrique seront également à l'ordre du jour à Abidjan.

Durant deux jours, « les décideurs Européens et Africains examineront les orientations politiques adoptées il y a 10 ans, pour répondre efficacement aux défis actuels et futurs en vue d'un partenariat stratégique », précise un communiqué du service de communication de la présidence de la république togolaise qui indique par ailleurs que la présence du chef de l'Etat Faure Gnassingbé à cette rencontre de haut niveau témoigne une fois de plus l'intérêt qu'il accorde aux questions de



Faure Gnassingbé (à gauche) à son arrivée hier à Abidjan

jeunesse et à l'emploi des jeunes.

A l'ouverture des travaux, le président Ivoirien Alassane Ouattara, a appelé les jeunes à ne pas tenter d'émigrer "au péril" de leurs "vies" et en leur promettant "d'améliorer leurs conditions de vie".

« Nous devons tout mettre en œuvre pour votre épanouissement sur

notre continent! Je vous invite à avoir foi dans l'avenir et ne pas vous lancer à l'aventure au péril de vos vies », a lancé M. Ouattara en ouverture du sommet à Abidjan qui accueille environ 80 chefs d'Etat et dont l'ambition est de donner un meilleur avenir à la jeunesse africaine.

Le président ivoirien, qui veut améliorer les conditions de vie des

jeunes et leur offrir opportunités et emplois, a appelé ses pairs à prendre des engagements forts (...) et innovant, rappelant que "60% de la population avait moins de 25 ans".

« C'est une opportunité mais aussi un risque si on n'offre pas à cette jeunesse la formation, les emplois et l'espoir », a-t-il souligné plaidant pour une meilleure formation sur le continent et une plus grande aide européenne dans ce domaine.

Il a aussi évoqué la situation "totalement inacceptable" des migrants en Libye, un "drame ignoble qui nous rappelle les pires heures de l'histoire de l'humanité".

« J'en appelle à nos sens de la responsabilité collective pour prendre des mesures urgentes et vigoureuses pour mettre fin à ces pratiques indignes de notre âge », a-t-il poursuivi.

Le président Ouattara a aussi évoqué les défis du réchauffement climatique et de la sécurité avec la lutte contre les groupes jihadistes dans le Sahel, appelant à un plus grand soutien de la force multinationale G-5 Sahel.

LM&afriictaime.com

## David Ourna Gnata répond à Gilchirst « La question de la candidature du Chef de l'État, relève exclusivement de son parti »

Telle est la position d'un cadre de la majorité présidentielle, David Ourna Gnata. La crise sociopolitique que traverse le pays tire inexorablement à sa fin avec l'ouverture du dialogue inter togolais dans les prochains jours. Et pour que ce dialogue réussisse, il va falloir que le parti au pouvoir tout comme l'opposition fasse des concessions pour une sortie de crise. C'est d'ailleurs l'appel que leur lance David Ourna Gnata dans cette interview accordée à nos confrères de gapola.net.

Lisez plutôt!

**Gapola :** Depuis le 19 août dernier, le Togo est secoué par une crise politique caractérisée par des manifestations de l'opposition. Cela n'était-il pas prévisible ?

**David Ourna Gnata :** La crise politique au Togo ne date pas du 19 août 2017. Vous savez très bien que le pays était engagé dans un processus de réformes bien avant le 19 août. Et il fallait résoudre un certain nombre de problèmes d'où



David Ourna Gnata

la mise en place de la Commission Awa Nana qui était en tournée dans le cadre de la réalisation des réformes politiques dans le pays. Ce qui était prévisible dans le pays c'est la crise socio-économique et les frustrations liées au quotidien très difficile des Togolais. Le manque de lisibilité et de visibilité des actions gouvernementales était à la base de tout.

Alors les manifestations pourraient-elles amener le gouvernement à opérer les réformes politiques ?

Non ! Il faut dire que les

manifestations ont amené le gouvernement à précipiter la mise en œuvre de ces réformes qui étaient d'ailleurs en cours. Et j'espère bien que le dialogue qui s'annonce pourrait nous amener à aboutir rapidement à ces réformes. Cette question dure de trop, depuis 2006. Et c'est toute la classe politique qui a péché. Il y avait des conditions dans l'Accord Politique Global (APG) à remplir pour parvenir rapidement aux réformes, mais dès le lendemain de la signature de cet accord, les acteurs politiques ont violé les dispositions de l'accord, en refusant de participer au gouvernement qui était prévu avec les élections législatives 2007.

Le gouvernement n'avait-il pas la possibilité d'opérer à lui seul les réformes au lendemain de l'APG ?

Non ! Non ! Pas du tout. Dans la logique du consensus, le gouvernement ne pouvait pas opérer à lui seul les réformes. Je dirais que le gouvernement est

peut-être, aujourd'hui tombé dans le piège de ce consensus, puisque c'est ce gouvernement qui est accusé aujourd'hui de ne pas avoir la volonté d'opérer ces réformes. Il faut reconnaître que ce gouvernement depuis la signature de l'APG, a mis en place des cadres de discussions nécessaires pour aboutir à un consensus. Mais malheureusement, le refus de participer et l'incohérence, du moins l'inconstance dans les positions de l'opposition n'ont pas permis la mise en œuvre de ces réformes à temps.

Aujourd'hui le gouvernement propose le dialogue. L'opposition sans refuser, pose des préalables. Le gouvernement doit-il céder à ces préalables ?

Céder, c'est trop dire. Mais il s'agit de créer des conditions d'apaisement nécessaire pour que les discussions se fassent dans la sérénité. Ce n'est pas une question de rapport de force. Mais il s'agit de créer un climat d'apaisement qui

(Suite à la page 7)

## Violences lors de manifestations politiques

# LE CJD ET LE MJP VOIENT L'IMPÉRATIVE DE RÉVISION DE LA LOI SUR LES MANIFESTATIONS PUBLIQUES

Lors d'un géant meeting organisé ce samedi 25 novembre sur le terrain d'Adéwui, à Lomé, le CJD (Collectif des Jeunes pour le Développement) et le MJP (Mouvement des Jeunes pour la Paix) ont dénoncé les torts causés aux togolais par les manifestations de l'opposition et demandé en conséquence au gouvernement de procéder à la révision in extrémis de la loi sur les manifestations publiques au Togo.

« Le CJD et le MJP et leurs partenaires dans un souci de sauvegarder les acquis (les réalisations, la relance de l'économie...), demandent la révision de la loi de 2011 sur les libertés de manifestations publiques afin d'y introduire des précisions sur les conditions de manifestations et surtout les responsabilités pénales des organisateurs devant les dégâts et les victimes qu'occasionnent ces manifestations », souligne une déclaration des deux organisations, pour qui les réformes courageuses



Les organisateurs

entreprises par le gouvernement sous l'impulsion du président de la république actuel, ne sauraient être remises en cause par, des "manœuvres lugubres" d'une certaine opposition.

« Le gouvernement doit prendre ses responsabilités devant les menaces de déstabilisation des institutions, de l'unité nationale et de la paix sociale », précise par ailleurs la déclaration.

Aussi, ont-il rappelé que les togolais dans leur diversité ethnique, religieuse qu'ils soient civils ou militaires, forment un seul peuple respectueux des institutions de la République.

'C'est ce peuple qui a réélu le président de la République le 25 avril 2015 à 58,77% pour un mandat de 5 ans sur la base de la constitution en vigueur', poursuit la déclaration.

A l'endroit des jeunes, les deux organisations,

exhortent cette frange importante de la population à un usage judicieux des réseaux sociaux, qui à la limite peuvent constituer des 'dangers' pour la République.

En cela, les responsables ont fait part de leurs désapprobations des messages 'gravissimes' de certains cadres de l'opposition, qui selon eux 'violent la charte des partis politiques' et devraient mettre les auteurs sous le coup de la loi.

Les jeunes togolais sont les poumons du développement de notre pays et doit savoir prendre une décision responsable face aux messages politiques manipulateurs, en faisant leur propre analyse de ces messages qui atterrissent sur leurs téléphones mobiles parce que personne ne dit que le Togo est parfait, mais il ne faut pas le brûler', a laissé entendre Médissa Sama, conseillère au PJP.

Abordant respectivement dans le même sens, l'équipe de la Coordination du CJD, Orfé Adom, Tozim Dandao et Eli Attiogbé, ont appelé les jeunes à prendre l'engagement de ne jamais céder aux provocations, de ne jamais accepter que des gens viennent casser ce qu'on a construit.

Le meeting qui a connu la participation du président du CJD, Akouété Adanbounou a été alterné par des prestations d'artistes.

La Rédaction

## Professeur Dodzi Kokoroko , président de l'Université de Lomé

# « Il est temps que l'enseignement supérieur soit analysé sous un management de la qualité »

Un vaste programme de modernisation du campus de Lomé, le plus grand temple du savoir est en cours ces derniers temps. Il s'agit entre autres de la réhabilitation des voies d'accès, de modernisation et réhabilitation de la bibliothèque, du restaurant universitaire, des laboratoires et des amphithéâtres....etc

Cette volonté manifeste de la nouvelle équipe dirigeante de l'Université de Lomé, avec à la manette, le président Dodzi kokoroko de faire de l'Université de Lomé, un cadre attractif sur tous les plans, a été réaffirmée aux professionnels des médias lors d'un déjeuner de presse organisé le mardi 28 novembre dernier par la présidence de l'UL dans les locaux du restaurant en rénovation.

Tout a démarré par une visite des ouvrages en réalisation sur le campus de Lomé par des journalistes, avant de faire place à des échanges directs, dans un environnement convivial, sans langue de bois avec l'équipe dirigeante de l'Université de Lomé composée du président, Dodzi Kokoroko, de la deuxième vice-présidente, Kafui Kpegba, du



Pr Dodzi Kokoroko

directeur des prestations, de la planification et aussi de la directrice de la direction des affaires académiques et de la scolarité (DAAS).

L'approche adoptée par l'équipe Kokoroko demeure globale, peut-on retenir des premières explications.

« Nous n'avons pas fait que le choix du bitumage du campus universitaire. Nous n'avons pas fait que le choix de la construction des amphithéâtres,

que le choix de la rénovation des cités universitaires. Nous avançons entièrement dans les actions au profit de l'UL avec des résultats qui sont visibles », a laissé le président Dodzi Kokoroko, qui semble être loin de se targuer d'une autosatisfaction avec ces résultats.

Parallèlement au bitumage des voies d'accès, le Campus s'est doté de trois nouvelles agoras de 300 places respectives ajoutée à la relance de la

construction d'un nouvel amphi de 1500 places au campus nord jadis abandonné.

La conséquence sera le décongestionnement des amphithéâtres existants, si l'on sait qu'il y a de nombreux étudiants qui n'ont pas de place pour suivre les cours.

« Il n'y a aucune préférence des priorités en ce qui concerne l'amélioration des conditions estudiantines », indique les autorités universitaires.

Toutes les réalisations déjà faites ou celles en cours se déroulent sur les fonds propres de l'université, explique la présidente de l'UL, qui souhaite une augmentation à l'avenir pour faire face à la demande sans cesse croissante.

« Nous nous contentons du peu pour réaliser les travaux. Mais lorsque les moyens nous le permettront on fera encore plus », souligne Kafui Kpegba, deuxième vice-présidente.

Pour la qualité de l'enseignement, l'université de Lomé a changé de méthode de recrutement des professeurs et enseignants. A la place de l'ancienne méthode qui consistait à recruter pour l'Université par des démarches officieuses, c'est-à-dire

(Suite à la page 6)

Le Messager

## Lu sur le net !

### Flagrant délit d'adultère !!! Voici une histoire incroyable

Il était 17 h ce samedi quand Mr. Ismael, 50 ans, le mari de Awa, 39 ans, reçut le coup de fil tant espéré depuis quelques semaines. Il décrocha, écouta un instant, raccrocha et appela Maître Hubert, huissier de justice.

« Bonjour maître, c'est Ismael. Je crois que le poisson est dans le filet. On vient tout juste de me l'apprendre. Dépêchez-vous ! Ils sont à Viva hôtel, un petit établissement de passe dans la rue de la boulangerie située sur la grande voie pavée », déclara Mr. Ismael, tout content. « Oui, oui, je connais là », dit l'huissier.

Mr. Ismael appela ses frères et sœurs, ainsi que le frère de sa femme, et leur donna rendez-vous chez lui dans une heure environ. En moins de 30 mn, tout le monde était là : Mr. Ismael, son jeune frère, l'huissier accompagné d'un photographe et de deux policiers. Cette opération était prévue depuis que Mr. Ismael soupçonnait son épouse Awa d'infidélité. Il n'avait peut être pas tort car ses soupçons étaient depuis une semaine renforcés par les découvertes de deux détectives recrutés par ses soins pour espionner sa femme. À plusieurs reprises, ils ont déjà rapporté qu'Awa était souvent accompagnée d'un homme plus jeune et dont l'attitude ne laissait aucun doute sur la nature de leur relation.

Awa, une franco-bénino-ivoirienne, était la première épouse de Mr. Ismael. Le couple s'était marié religieusement, et surtout légalement, au Consulat de France. Mais après quelques années de vie commune et trois enfants, la routine s'était installée et malgré les efforts d'Awa pour maintenir la flamme dans son couple, son mari décida de prendre une deuxième épouse, comme l'autorise la religion musulmane.

Mr. Ismael prit donc une deuxième épouse, suivie d'une troisième 18 mois plus tard. Il les installa dans des maisons différentes : il en avait les moyens. Mais il passait le plus clair de son temps avec ses deux ravissantes femmes et ne venait chez Awa que pour roupiller. La nature ayant horreur du vide, et encore plus du vide affectif, Awa s'était trouvé un petit « pompier » pour calmer ses envies encore vives. Avec la complicité des employés de l'hôtel, l'équipe constituée de deux policiers, du mari, son neveu, de l'huissier et de son photographe accédèrent à la porte de la chambre qui abritaient les ébats de la femme adultère. Au premier coup de pied, la porte céda, découvrant Awa nue comme au premier jour de sa vie, chevauchant son amant, un vrai mâle au corps de docker. Awa resta un instant tétanisée et les flashes du photographe crépitaient, immortalisant des images dignes de UNION, le magazine pour adultes. « C'est dans la boîte ! », dit l'huissier. Il avait ce dont il avait besoin pour que l'avocat d'Ismael prépare le dossier du divorce au tort exclusif d'Awa. Awa tira le drap pour cacher son intimité, mais c'était déjà trop tard : les photos étaient prises. La présence des deux policiers dissuadait l'amant, malgré son corps athlétique, de faire quoi que ce soit pour prendre l'appareil photo et donc de détruire les photos prises. Awa descendit de son amant, puis du lit, entraînant le drap avec elle, faisant découvrir les 25 cm de muscle de son amant encore en érection. Debout, le drap jusqu'au cou, Awa croisa le regard et le sourire narquois de son mari, regard qu'elle soutint longtemps, très longtemps.

À 19 h, la circulation était dense sur toutes les routes de la ville. C'est l'heure où la plupart des gens rentraient chez eux. Au volant de sa Touareg, Awa conduisait vite, presque imprudemment, manquant quelques fois de peu les autres voitures qui la croisaient. Elle arriva enfin à la maison, mais il n'y avait pas de place pour se garer, la devanture étant occupée par les voitures de ceux qui sont convoqués par son mari pour les mettre au courant de son infidélité et ainsi s'en laver les mains. Awa trouva finalement une place, gara sa voiture et fit son entrée chez elle, puis dans le salon où visiblement, elle était attendue par une dizaine de personnes.

à suivre...

## HISTOIRES DROLES

### On l'appelle "chef"

Un monsieur veut s'acheter un perroquet pour avoir de la compagnie. Il va donc dans une animalerie et voit trois très beaux perroquets.

- Celui-ci, dit le vendeur en montrant le premier oiseau, est à 100 euros. C'est une affaire : il parle le français, l'anglais et l'espagnol, et sait compter jusqu'à 10.

- Ça me paraît raisonnable, dit l'homme.

- Celui-ci, continue le vendeur en montrant le second perroquet, est à 200 euros. C'est un peu plus cher, car il parle le français, l'anglais, l'espagnol,

l'allemand, le néerlandais, et qu'il sait calculer aussi bien qu'un ordinateur. Cet oiseau est un vrai bijou.

- Un peu plus cher, mais il les vaut, ces 200 euros, approuve l'homme.

- Enfin, dit le vendeur en montrant le troisième perroquet, celui-ci est à 400 euros.

- 400 euros ! s'exclame l'homme. Qu'est-ce qu'il fait, pour avoir ce prix-là ?

Le vendeur hausse les épaules :

- Il ne parle pas, ne compte pas et ne fait rien du tout, à ma connaissance, mais les deux autres l'appellent "chef".

## Méditons ... !

Être soi-même, c'est pour le croyant se souvenir de l'exigence de vérité et de respect que Dieu impose à l'homme. Reconnaître la personnalité unique de l'homme et sa singularité, c'est accorder à la création, c'est-à-dire à la créature qu'est l'homme dans son lien avec Dieu, son caractère sacré. Le « tu ne tueras point » qui est fait du respect de l'homme et de la vie la clé de voûte de la foi religieuse, est une

manière de dire « respecte en l'homme, Dieu ». Être soi-même, c'est montrer la volonté de faire surgir ce miracle et cette divinité qu'il y a dans la vie. Affirmer qu'il faut être soi-même, c'est reconnaître à l'âme-et donc à la personne-son caractère sacré. Ainsi le croyant doit être lui-même

Martin GRAY

## PHARMACIES DE GARDE DU 27/11/2017 au 04/12/2017

*Pharmacie St RAPHAEL* 22 21 84 26 Marché Atikpodji	*Pharmacie BETHEL* 22 25 23 70 Route d'Adidogomé
*Pharmacie ETOILES* 22 21 88 47 10 Av. Nouvelle Marche	*Pharmacie DES ECOLES* 22 51 75 75 Face Lycée Technique Adidogomé et près du CEG, Route de Kpalimé
*Pharmacie AMESSIAME-BE* 22 21 49 74 Marché de Bè	*Pharmacie HOSANNA* 22 51 50 49 Route de SEGBE - Carrefour Sagbado-Adidogomé côté rue Sémékonawo
*Pharmacie OCAM* 22 21 62 05 Rue de l'ENTENTE	*Pharmacie LE GALIEN* 22 51 71 71 Rue Pavée d'Adidoadin
*Pharmacie DES APÔTRES* 22 27 11 98 Akodessewa Face ETOCOTRAN	*Pharmacie DU POINT E* 22 51 91 71 506, rue 129 Aflao Gakli (Kiniti Gomè), à Djidjolé dans le von de la pharmacie Djidjolé
*Pharmacie HORIZON* 22 20 42 42 165, boulevard du 13 janvier Nyékonakpoè. Face Sapeurs-Pompiers à côté de l'immeuble A.AC.	*Pharmacie VIGUEUR* 22 51 63 30 Rue 267, AGBALEPEDOGAN, Kilimandjaro
*Pharmacie PATIENCE* 22 21 60 94 Tokoin Gbadago	*Pharmacie DES ROSES* 22 37 38 12 Quartier Vakpossito, en face de l'entreprise de l'Union
*Pharmacie BON SECOURS* 22 20 76 30 Rue du Grand Collège du Plateau - Cassablanca	*Pharmacie VOLONTAS DEI* 22 36 00 95 Quartier Avédji, Carrefour "SUN CITY", face à l'ancien bar Sun City
*Pharmacie JUSTINE* 22 21 00 01 291, Bd des Armées - Tokoin Habitat	*Pharmacie LA GRÂCE* 22 25 91 65 Près de l'Auberge Sahara avant la Station SUN AGIP Agoè
*Pharmacie UNIVERS - SANTE* 22 52 41 39 Boulevard GNASSINGBE Eyadema, Cité OUA face à l'entrée du CHU-CAMPUS	*Pharmacie TAKOE* 22 34 03 42 Avant la station CAP ESSO de Zongo (côté opposé)
*Pharmacie ISIS* 23 36 95 65 Avenue Jean Paul II près des rail NUKAFU Gapkpoto	*Pharmacie VITAS* 22 25 63 43 Située à Agoè Assiyéyé du côté ouest
*Pharmacie OUSIA POUR LA VIE* 22 61 22 25 Situé Sur La Route De SOGEA-SATOM, à 100m De L'UNICEF (Hountigomé)	*Pharmacie SATIS* 22 50 30 55 Près du C.E.G. Koshigan à agoè-logopé sur le Bd de la CEDEAO
*Pharmacie LILAS* 22 26 29 59 7, Route De Kégué	*Pharmacie MAWUNYO* 22 42 34 64 Agoè-Sogbossito, route de Mission TOVE en face de la station OANDO
*Pharmacie St PIERRE* 22 26 19 73 Sagboville Hedzranawe. Boulevard Haho	*Pharmacie BAGUIDA* 22 35 47 77 Face CMS de Baguida
*Pharmacie SARAH* 22 27 09 25 Près du centre de santé d'Adakpamé	*Pharmacie LA FLAMME D'AMOUR* 22 45 70 14 Sise à Agodeke route d'Aného
*Pharmacie UNION* 22 27 71 64 Boulevard Malfakassa, face crèmerie BAMUDAS - BE KPOTA	

## 14e foire Internationale de Lomé C'EST PARTI POUR DEUX SEMAINES D'AFFAIRES

La 14e Foire internationale de Lomé, ouverte deux jours plutôt, c'est-à-dire vendredi dernier, a été officiellement inaugurée ce lundi 27 novembre par le chef du gouvernement, Komi Sélom Klassou.

Ce rendez-vous commercial offre l'opportunité aux exposants togolais et étrangers à savoir, du Mali, Bénin, Egypte, Pakistant, Bukina Faso, Sénégal, Nigérian de l'inde, de la France, de la Côte d'Ivoire, de fructifier leurs affaires commerciales, et de nouer de nouveaux partenariats gagnant-gagnants.

Placée sous le thème, "le numérique au service des affaires", cette 14e édition, promeut l'usage du numérique dans tous les domaines à plus encore dans les affaires.

*« Nul ne peut nier la place que l'on pourra lui attribuer en tant que facteur de production le plus important ou le moyen le plus probant de rentabilisation de l'activité économique. Que cela soit dans les*



Coupure du ruban symbolique par le PM

*finances, le transport aérien, l'agriculture, l'industrie, le domaine maritime et portuaire, le commerce, l'éducation et la santé, le numérique s'invite non seulement pour permettre à l'acteur économique d'accroître la rentabilité ou la productivité de son entreprise mais surtout pour faciliter la*

*vie au consommateur », a souligné Bernadette Legzim-Balouki, ministre du commerce dans son mot de lancement de la foire.*

Le choix de ce thème vient donc à point nommé pour inciter beaucoup plus des opérateurs économiques à promouvoir et à adopter cette

innovation technologique afin de booster davantage la rentabilisation de leurs affaires.

*« Il vient appuyer la volonté politique du gouvernement qui a déjà pris d'importantes décisions en vue de créer un environnement favorable à l'éclosion de l'activité numérique », relève la ministre du commerce.*

*« Nous voulons susciter un dynamisme dans ce secteur. Et pour nous donner le bon exemple, nous-mêmes nous ferons de sorte qu'en entrant dans la foire, qu'on puisse déjà découvrir les facilités qu'offre le numérique. Avec des partenaires, nous ferons en sorte que le paiement de l'accès au site se fasse grâce au numérique à travers les transferts d'argent, » a déclaré le directeur de la FIL, Kuéku-Banka Johnson.*

La Foire de Lomé est un ensemble d'activités économiques, ventes, expos et de rencontre B&B.

LM

### SOCIAL

## FIN DE LA PAPERASSE À LA CNSS



Table d'honneur

La caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a lancé vendredi 24 novembre dernier son site. Un canal d'information par excellence entre l'institution et les bénéficiaires du régime d'assurance de même que les partenaires.

Le site web se veut dynamique, bien référencé, conçu en harmonie avec toutes les déclinaisons de la charte graphique de l'institution et qui offre aux partenaires sociaux en plus de l'information de sécurité sociale, un nombre assez conséquent de services en ligne.

L'initiative du lancement d'un site institutionnel numérique s'inscrit selon les promoteurs dans la démarche de qualité des services engagés par la direction générale de la caisse nationale de sécurité sociale afin de performer l'appareil de production et renforcer sa communication.

« A l'ère de la mondialisation, il est primordiale, voire essentiel et existentiel pour toute entreprise qui se veut prospère, de posséder un site internet, que ce soit simplement pour entrer en communication avec son public cible ou pour agrandir sa clientèle, une page web est le meilleur outil pour atteindre un certain nombre d'objectifs

», explique Ingrid Awadé, la directrice générale de la CNSS.

Le site internet de la CNSS fait office de vitrine d'information et de sensibilisation des partenaires sociaux, la vulgarisation des valeurs, des activités, de la culture et de l'actualité de la CNSS.

« La nouvelle identité de la CNSS s'inscrit dans une approche technologique qui doit induire des changements notables dans notre manière de servir les usagers de la sécurité sociale », a poursuivi la DG.

Gilbert Bawara, ministre de la fonction publique, a pour sa part, salué la révolution numérique de la CNSS, estimant que le site devient l'interface directe entre l'équipe de la CNSS et les partenaires, surtout ceux bénéficiant du régime d'assurance de l'institution résidents ou non.

La plateforme comporte différentes rubriques comme l'actualité, newsletter, partenaires, divisions régionales, flash info, contact, espace assuré...

<http://www.cnsstogo.tg/>

Charles

## Professeur Dodzi Kokoroko, président de l'Université de Lomé (Suite)

basées sur le favoritisme, oubliant de facto, la qualité et la compétence des recrutés, l'Université a décidé de procéder plutôt par appel à candidature.

Ces derniers les premiers responsables de l'Université ont fait objet d'attaques dans les médias. Certains les accusent de jouer au favoritisme dans le recrutement des professeurs. Ce que démentent catégoriquement les autorités universitaires.

« Les dossiers ne sont même pas déposés à la présidence de l'Université, mais au niveau de la division des ressources humaines. Nous ne recrutons pas comme au marché, ni par affection », a indiqué M. Kokoroko pour qui, la création des postes de maître assistant dans les départements, facultés ou écoles, doit tenir compte des départs à la retraite et des enseignants en activité, ainsi que les charges à réaliser. « Nous utilisons l'argent du contribuable togolais et nous ne devons pas recruter des enseignants de façon fantaisiste », précise-t-il.

S'agissant des frais de scolarité,

Selon la présidence de l'UL les frais d'inscription en Master et doctorat n'ont pas été augmentés. Ils n'ont pas variés non plus. En revanche, les frais de laboratoire et de bibliothèque

ont été régularisés.

Et c'est ce qui existait d'ailleurs dans les textes de l'Université mais qu'aucun président n'a eu l'audace de le régulariser, seul l'actuel président, pour qui, la qualité de l'enseignement doit passer par là.

« Nous ne sommes pas tous obligés d'envoyer nos enfants à l'étranger pour faire des études, mais nous devons être fiers de délivrer désormais des diplômes basés sur un enseignement de qualité et modèle dans la sous-région », ajoute le président.

« C'est une normalité que certains étudiants se sentent exclus du système mais vouloir tenir compte de ces exigences et continuer dans la médiocrité ne fera pas honneur à notre université. Il est temps que l'enseignement supérieur soit analysé sous un management de la qualité », a martelé le professeur Kokoroko.

L'ambition de l'université de Lomé n'est pas d'exclure quelqu'un mais plutôt de rendre l'enseignement supérieur public modèle dans le pays et dans la sous-région, a en croire les autorités universitaires.

« Il s'agit de faire autrement l'université et les faits sont visibles sur le site du campus ».

LM



Togotelecom

# COMMUNIQUÉ

**LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU' ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUE ES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :**

**1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE \*145\*6\*3\*2\*1#**

**2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE \*145\*6\*3\*2\*2#**

**POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.**

**POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !**

**TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.**

**LA DIRECTION GÉNÉRALE**

Pour David Ourna Gnata (Suite)

## « La question de la candidature du Chef de l'État, relève exclusivement de son parti »

favorise le bon déroulement des discussions. Le Togo a besoin d'un dialogue qui soit inclusif. Si le gouvernement cède à la volonté de l'opposition, en excluant d'autres des discussions, c'est faire l'apologie de la violence. Tous les acteurs s'inscrivent dans la réalisation de ces réformes et chaque acteur doit être impliqué dans les discussions pour aboutir à des décisions consensuelles acceptées par tous.

*Pour vous le gouvernement a-t-il fait assez fait pour cet apaisement ?*

Le gouvernement fait ce qu'il peut et nous attendons que le gouvernement fasse davantage et que l'opposition s'ouvre davantage. Nous avons

besoin que chaque acteur mette de l'eau dans son vin pour qu'on puisse aller à ce dialogue.

*Des dialogues, le Togo en a connu mais qui malheureusement n'ont abouti à rien. Aujourd'hui quelle garantie le gouvernement peut donner à l'opposition que cette fois-ci sera le bon ?*

Quelle garantie l'opposition aussi peut donner au gouvernement que cette fois-ci ça va marcher ? C'est pourquoi je dis que les responsabilités sont partagées et il revient aujourd'hui à chaque acteur de mettre de l'eau dans son vin, de prendre des positions qui permettent d'aller à un consensus national.

*Faure Gnassingbé doit-il se représenter pour un nouveau mandat ?*

La question de la candidature du Chef de l'État, relève exclusivement de son parti. S'il doit être candidat ou pas, cela dépendra de son parti. Si le parti le choisit, alors il sera candidat et il en a le droit.

*Le leader de l'Union des Forces du Changement (UFC), Gilchrist Olympio, se retire de la vie politique et demande au Chef de l'État d'écouter la voix du peuple en ne se représentant plus en 2020. Qu'en dites-vous ?*

Je félicite Gilchrist Olympio pour son retrait après 24 ans de règne à la tête de son parti. 24 ans à la tête d'un parti politique c'est quand même long mais ce n'est pas facile. Il a contribué à partir de 2010 à l'apaisement de la situation politique dans le pays. On ne peut que le féliciter pour ce qu'il a fait

de positif pour le pays et le pardonner pour ce qu'il a eu à faire et qui n'a pas vraiment contribué à réaliser l'unité nationale. Toutefois, il ne lui revient pas de décider de la candidature de Faure Gnassingbé qui ne fait que quelques années à la tête de son jeune parti. Le parti a encore besoin de lui pour s'implanter davantage. Faure n'a pas encore fait 15 ans à la tête de son parti.

Non ! Écouter le peuple, c'est ce que le Chef de l'État est en train de faire. Vous allez constater que ces derniers temps il est sur le terrain à l'écoute des populations. Les actions qu'il mène, découle de ce qu'il entend venant du peuple. Peut-être on peut demander... Pour le reste, le président n'est pas élu à 100% donc c'est normal qu'un nombre de togolais

soit contre ses actions.

*Avez-vous un message pour le pouvoir et l'opposition ?*

C'est un problème national qui est en jeu. Il s'agit aujourd'hui de décider de l'avenir du pays. Il est question aujourd'hui de doter notre pays de nouveaux mécanismes de fonctionnement qui permettront de réaliser la prospérité partagée. Donc nous devons nous mettre dans la posture d'acceptation de l'autre. Nous devons être tolérants, nous devons éviter des actions qui puissent amener à la violence, qui puissent amener à la confrontation, nous devons sortir des positions défiances.

*Interview réalisée par  
Esaïe EDOH*

# Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

~~18%~~



10%

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%